

**Colloque : Energie et Développement en Amérique Latine
Mexico - 4 au 7 novembre 2003**

**Réorganisation des industries pétrolières et gazières
Impacts économiques et géopolitiques**

*Jean-Pierre Favennec
Directeur du Centre Economie et Gestion
Institut français du pétrole
232 avenue Napoléon Bonaparte
92500 RUEIL-MALMAISON
Tel : 33 1 47 52 71 16
Fax : 33 1 47 52 70 66
Mail : j-pierre.favennec@ifp.fr*

1. Le pétrole et le gaz naturel, énergies indispensables

Les besoins : en ce début de XXIème siècle les besoins en énergie sont importants et ils seront amenés à croître dans les prochaines années. Chaque année nous consommons l'équivalent de 10 milliards de tonnes de pétrole. Le pétrole couvre actuellement 40 % des besoins, le gaz naturel 25 %, le charbon 25 % également et l'électricité d'origine nucléaire ou hydraulique, 10 % environ.

Les besoins en énergie pourraient atteindre environ 13 milliards de Tep (Tonne équivalent pétrole) en 2020 et 15 à 20 milliards en 2050. L'évolution de ces besoins dépendra beaucoup de la croissance économique, mais aussi d'une prise en compte renforcée des contraintes environnementales qui devrait inciter à une utilisation plus économe des ressources.

Les énergies fossiles resteront pendant encore plusieurs dizaines d'années des énergies indispensables à la satisfaction des besoins mondiaux. Le pétrole et le gaz continueront à jouer un rôle clé, le pétrole du fait de son caractère indispensable pour les transports, le gaz, parce qu'il s'agit d'une énergie propre et disposant d'un avantage compétitif pour la production d'électricité.

Les ressources : à l'inverse des énergies renouvelables, anciennes (biomasse traditionnelle) ou nouvelles (hydroélectrique, photovoltaïque, éolienne), les énergies fossiles (pétrole, gaz naturel, charbon) sont des ressources par définition finies. Si les réserves sont souvent mal connues, on peut cependant affirmer que :

- les réserves de pétrole sont conséquentes : les réserves prouvées de pétrole dit conventionnel sont équivalentes à 40 années de production courante. Mais de nombreux gisements restent à découvrir. D'autre part les taux de récupération ne pourront que s'accroître, comme ils l'ont fait au cours des dernières années, avec le progrès de la technologie. Enfin le pétrole dit non conventionnel car nécessitant des procédés particuliers (injection de vapeur ou de diluant, traitement du produit avant commercialisation) est très abondant : le pétrole lourd de l'Orénoque (au Venezuela) et les sables asphaltiques du Canada font déjà l'objet d'une production.
- les réserves de gaz sont équivalentes aux réserves de pétrole donc probablement suffisantes pour plusieurs dizaines d'années.

Le pétrole reste l'énergie de référence. Pourquoi ? Parce que, comme le disait Paul Frankel, le pétrole est liquide, donc facile à produire, facile à transporter, facile à utiliser. Le pétrole est une matière première stratégique, indispensable dans le secteur du transport. Sans lui aucune activité économique n'est possible. Et le pétrole sert aussi à faire la guerre.

Autre caractéristique essentielle du pétrole : c'est un produit pour lequel il existe une rente. En d'autres termes, son prix de vente est généralement supérieur, voire très supérieur, à son coût de production. Le prix actuel au départ des champs est de l'ordre de 25 à 30 dollars par baril alors que le coût de production, variable selon les régions, ne dépasse jamais une quinzaine de dollars. Le pétrole dégage donc une capacité d'investissement considérable.

On dit souvent du **gaz naturel** que c'est l'énergie de l'avenir car c'est une énergie propre (peu d'émissions polluantes, émissions réduites de CO₂), qui permet notamment de produire de l'électricité avec d'excellents rendements. Cependant la géographie de la production gazière est très différente de la géographie de la production pétrolière. En effet alors que le coût du transport du pétrole ne représente que quelques pour cents de son prix, le coût de transport du gaz est très élevé. Transporter du gaz naturel est beaucoup plus coûteux que transporter du pétrole, car une même canalisation transportera cinq à dix fois plus d'énergie sous forme liquide (pétrole) que sous forme de gaz .

Les principaux producteurs de gaz sont donc soit des consommateurs (Etats Unis, Russie), soit des pays proches des grands consommateurs (Canada, Norvège, Algérie, Indonésie).

2. Transformations sur la scène pétrolière et gazière

La production de pétrole et de gaz est très largement dans les mains de très grandes sociétés, privées (souvent appelées IOC : International Oil Companies) ou nationales (NOC : National Oil Companies). Ces sociétés assurent l'essentiel de la production, de la transformation et de la distribution du pétrole et du gaz. Si des transformations importantes ont touché les sociétés privées, l'évolution des sociétés nationales paraît plus lente mais pourrait s'accélérer dans les prochaines années.

Les années 1998 - 2002 ont été marquées par les "méga" fusions acquisitions : BP absorbant Amoco, puis Arco et Castrol, Exxon absorbant Mobil, fusions de Total et Fina, puis de Totalfina avec Elf, fusions Chevron Texaco, Conoco Philips. Au début de 2003, les principales opérations paraissaient terminées. Mais la Russie devient le champ de vastes opérations : prise de participation de BP dans TNK puis fusion Youkos-Sibneft et peut-être participation de Exxon dans la nouvelle société. Ces fusions répondent à plusieurs objectifs. Tout d'abord il s'agissait, en 1998, au moment où le prix du brut était au plus bas, de réduire les coûts grâce à l'effet de taille et d'améliorer une rentabilité déclinante. Que la première opération ait été le fait de BP n'est guère étonnant, cette société semblant avoir épuisé tous les moyens internes de réduction de ses charges. Il s'agissait ensuite de jouer sur des complémentarités. BP en rachetant Amoco, Exxon en rachetant Mobil amélioraient leur situation dans le secteur du gaz naturel où leur position était relativement faible. Enfin dans certains cas, la fusion permettait d'atteindre une taille critique et d'échapper au rachat par une autre compagnie. La fusion Total-Fina-Elf outre qu'elle permettait au nouveau groupe un meilleur équilibre entre ses ressources d'hydrocarbures (Total produisant en Indonésie, au Moyen Orient et en Amérique du Sud, Elf étant très présent en Afrique),

empêchait un éventuel rachat de l'une ou l'autre société par un concurrent anglo-saxon plus puissant.

Le paysage des sociétés internationales a davantage changé au cours des 5 dernières années qu'au cours des 50 années précédentes. Parmi les dix plus grandes sociétés, du fait des rapprochements que nous venons d'évoquer, apparaissent des sociétés nouvelles très différentes comme Petrochina, arme de la Chine dans la recherche du contrôle de gisements en dehors de ses frontières ou Anadarko, indépendant américain, quasiment inconnu il y a encore peu.

Face à ce paysage changeant, le monde des grandes sociétés nationales des pays producteurs de pétrole semble peu modifié. L'Aramco en Arabie Saoudite, KPC au Koweït, Pemex au Mexique disposent d'un monopole de contrôle et de production des réserves d'hydrocarbures. Le Venezuela, l'Iran ont permis une intervention des sociétés privées internationales, mais pour le Venezuela dans des secteurs bien déterminés (projets marginaux, huiles lourdes) et pour l'Iran dans des conditions qui sauvent l'apparence de la toute puissance de l'Etat, en proposant aux compagnies étrangères d'intervenir dans le cadre de contrats dits de « buy back » qui s'apparentent à des contrats de service. Au Nigeria, à Abu Dhabi, en Indonésie les compagnies pétrolières étrangères ont toujours conservé la possibilité de produire – en association avec la compagnie nationale. A l'inverse l'Algérie, en supprimant le monopole de Sonatrach et en autorisant l'intervention des sociétés étrangères a permis une amélioration très sensible des résultats des efforts d'exploration et une augmentation significative des réserves pétrolières.

3. La situation en Amérique Latine

En Amérique Latine, le secteur est dominé par quelques très grandes sociétés, certaines nationales comme Pemex, PDVSA, Ecopetrol, Petroecuador, d'autre partiellement privatisée comme Petrobras ; seule la société argentine YPF a été complètement privatisée. L'évolution des sociétés nationales est au cœur du débat.

Plusieurs questions se posent :

- est-il politiquement possible "d'ouvrir" le capital de ces sociétés à des capitaux étrangers ? Les réticences sont fortes et les parlements nationaux souvent violemment hostiles à toute "aliénation d'une richesse nationale", En Argentine, YPF a été privatisée puis rachetée par Repsol. Au Brésil, une libéralisation du secteur se fait jour. Mais au Mexique, le monopole de Pemex n'est pas remis en cause. Comme les ressources financières de la compagnie nationale sont limitées, elles sont en priorité destinées au pétrole d'où un ralentissement du développement de la production de gaz qui a conduit le Mexique à être un importateur de gaz naturel, malgré des réserves importantes. Au Venezuela, une ouverture aux sociétés étrangères au-delà des cas spécifiques déjà évoqués (champs marginaux, huiles lourdes) est à court terme peu probable. En Colombie la situation est plus ouverte et se rapproche de celle de l'Algérie : Ecopetrol reste une société d'état mais les sociétés étrangères peuvent opérer.
- sous quelle forme peut-on envisager l'ouverture : ouverture partielle, en obligeant la société étrangère à s'associer à la société nationale ? Ouverture limitée à certaines zones (zones marginales, pétrole non conventionnel), ouverture du gaz ou du pétrole seul ? Différentes stratégies ont été observées selon les pays et ces stratégies évoluent au cours du temps. L'association avec la société nationale semble privilégiée dans un premier temps. Une

limitation des zones d'intervention ou une association des compagnies étrangères par le biais de contrats se rapprochant des contrats de service semble une bonne manière de sauver les apparences de la souveraineté nationale.

- l'ouverture aux compagnies étrangères conduit-elle à des améliorations ? Certes, une partie de la rente venant de la production d'hydrocarbures devra être cédée aux opérateurs étrangers. Mais il est probable que cette ouverture, en mettant au service de l'exploration et de la production des techniques nouvelles et des formes de management performantes peuvent accroître significativement la production et au total contribuer à un accroissement des recettes. Ceci a été observé par exemple récemment en Algérie et en Russie.

De fortes pressions pèsent sur certains Etats pour accélérer l'ouverture. Les Etats Unis, en choisissant une politique qui favorise une consommation élevée d'énergie et en cherchant à développer les approvisionnements géographiquement proches, tentent d'accélérer ces processus d'ouverture.

4 . Conclusion

Le mouvement de déréglementation, de libéralisation et de privatisation qui touche la plupart des économies intéresse particulièrement le secteur de l'énergie. Dans le secteur pétrolier, la libéralisation et les nouvelles réglementations, en accentuant la concurrence peuvent conduire à une diminution des coûts. Mais à l'inverse la recherche de la rentabilité a conduit à un mouvement de concentration qui ne va pas forcément dans le sens souhaité. Dans le secteur gazier, la disparition progressive des « monopoles publics » peut conduire dans un premier temps, toujours par le biais de la compétition accentuée, à une diminution des coûts, mais elle s'accompagne également d'un accroissement de la volatilité des cours qui peuvent à certains moments (Etats Unis en 2000 et en 2003) atteindre des niveaux records. Effet pervers de la libéralisation ou simple reflet d'un déséquilibre entre l'offre et la demande ? Toujours est-il qu'il appartient à l'Etat et au régulateur de mettre en place les conditions permettant un approvisionnement du consommateur dans des conditions acceptables de prix et de sécurité particulièrement sur le long terme.